



Monsieur le Président,

Ce 22 mai, les agent-e-s de la Fonction publique, se sont une nouvelle fois largement mobilisé-e-s. C'est la troisième mobilisation importante ces derniers mois dans la Fonction publique, réunissant pour la seconde fois l'intégralité des 9 organisations syndicales représentatives.

Ce signal fort et unitaire doit être entendu par le gouvernement concernant les revendications portées, tant pour les personnels que pour l'intérêt général et la population.

Avec leurs organisations syndicales, ils revendiquent des créations d'emplois statutaires, l'égalité professionnelle, la revalorisation des salaires qui passe par l'augmentation du point d'indice, l'abandon du jour de carence, la pérennisation du système de retraite par répartition et des régimes particuliers, des moyens budgétaires nécessaires à l'accomplissement des missions de service public, l'arrêt des restructurations,

Un constat s'impose :

- les suppressions d'emplois et les restrictions budgétaires mettent en difficulté l'exercice de nos missions et dégradent nos conditions de travail ;
- les restructurations tous azimuts ne sont plus soutenables par les agents et organisent le recul du Service public ;
- les statuts particuliers, ainsi que les règles de gestion et les rémunérations qui leur sont attachés, sont menacés avec la poursuite de la mise en œuvre de PPCR et du RIFSEEP.

Les organisations syndicales rédactrices de cette déclaration combattent toutes ces régressions. Elles s'opposent également à la remise en cause des droits des élus et représentants des personnels, aux discriminations, aux menaces et aux sanctions visant l'action et les militants syndicaux et condamnent l'attitude de la direction lors de la distribution de tract au public le jeudi 17 mai.

Après avoir déménagé et fermé les Trésoreries installées dans les communes de Fontenay-sous-Bois, Le Perreux, Villeneuve-le-Roi et Chennevières, mais aussi les Services des Impôts des Entreprises (SIE) d'Ivry-sur-Seine, Boissy-Saint-Léger, Saint Maur-des-Fossés, Charenton-Le-Pont et Maisons-Alfort ou bien encore de Vitry-sur-Seine, vous nous imposez de nouvelles restructurations pour 2019 alors que rien ne vous y oblige ! Une fois de plus vous faites preuve d'excès de zèle !

Vous prévoyez :

- le transfert du PCE de Champigny à Charenton-Le-Pont
- le transfert de la trésorerie de Villiers-sur-Marne à Champigny sur Marne
- la fusion de la trésorerie de Fresnes avec la trésorerie d'Orly

Tout cela, contre l'avis des agents !

Par ces restructurations, ce sont d'une part les populations les plus fragiles notamment les locataires, qui seront de nouveau visées, et d'autre part les conditions de travail des agents qui seront toujours plus dégradées.

Faire en sorte que les citoyens du Val-de-Marne ne puissent plus accéder au service public financier et fiscal s'inscrit dans la politique de réduction de l'emploi public et budgétaires: la contrepartie de moins de fonctionnaires de l'État, c'est tout simplement moins de service au public. Ce choix, nous ne pouvons l'accepter !

Avec les suppressions d'emplois massives combinées aux restructurations et réformes incessantes, TOUS les agents du Val de Marne sont inquiets pour leur avenir proche...

D'autant plus que le contexte actuel renforce ces fortes inquiétudes.

Même si ses conclusions et préconisations tardent à sortir en raison de la forte mobilisation des fonctionnaires, la lettre de mission du 26 septembre 2017 dans laquelle le premier ministre présente le programme «Action publique 2022» a le mérite de la clarté. Ainsi, l'objectif annoncé est d'«accompagner rapidement la baisse des dépenses publiques avec un engagement ferme : réduire de trois points la part de la dépense publique d'ici 2022.» et demander à chaque ministre de proposer des réformes structurelles sur la base de trois hypothèses privilégiées : «transferts entre différents niveaux de collectivités publiques» ; «transferts au secteur privé» ; «abandon de missions».

Force est de constater que c'est bien dans ce cadre que s'inscrivent encore les restructurations en cours à la DGFIP. Pour mémoire, depuis sa création la DGFIP n'a pas connu autre chose que des suppressions d'emplois et des restructurations.

La situation de la Fonction publique et de la **DGFIP** en particulier est alarmante.

Malgré la mobilisation des 22 mars et 22 mai dernier pour dénoncer :

- le vaste plan de suppression de 120 000 emplois sur les trois versants de la Fonction Publique,
- le gel du point d'indice pour 2018,
- la ré-instauration du jour de carence
- l'augmentation du taux de CSG sans compensation pérenne,
- le démantèlement programmé des services publics sous l'égide du comité CAP 2022.

le Ministre Darmanin reste sourd aux légitimes revendications exprimées par les fonctionnaires.

Une fois de plus, pour ce gouvernement, les fonctionnaires, et en particulier ceux de la DGFIP, sont **COUPABLES** d'exiger :

- une revalorisation de leur pouvoir d'achat après une perte de 8 % sur les 10 dernières années,
- une amélioration de leurs conditions de travail par un arrêt des suppressions d'emplois,
- une reconnaissance de leurs compétences et leur technicité.

Pour **nous**, les fonctionnaires ne sont pas **RESPONSABLES** :

- des directives européennes qui imposent aux États membres une politique d'austérité budgétaire,
- des exonérations de charges sociales accordées aux entreprises au travers de dispositifs comme le CICE qui devait générer des emplois et dont l'efficacité est pour le moins contestable,
- de la fraude et de l'évasion fiscales organisées et parfois institutionnalisées,
- de la suppression de l'ISF favorisant ainsi un peu plus une minorité de citoyens au détriment de la majorité.

Concernant l'ordre du jour l'intersyndicale avec les agents, et les élus des collectivités locales exigent le retrait de vos projets.

A ce titre nous vous remettons les pétitions signées par les agents et le courrier de la Maire de Fresnes qui je cite « soutient les revendications des agents et sollicitera le conseil municipal pour appeler au maintien de la trésorerie dans les locaux à Fresnes. » Les experts ici présents auront l'occasion de s'exprimer largement.